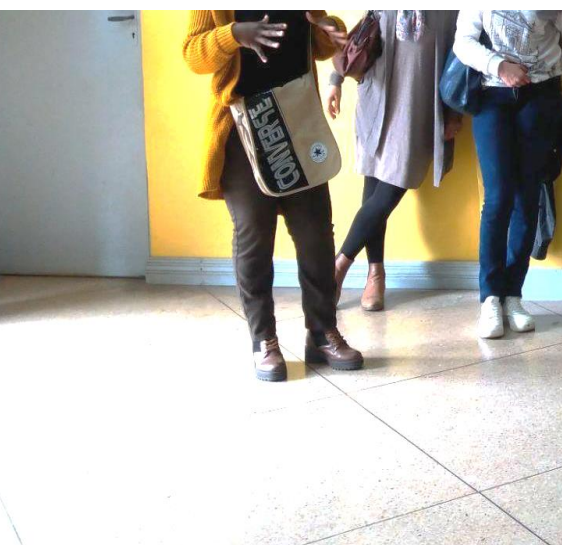


Fil d'actu RAEMH

Janvier 2022



01 Tendances sur les routes	1
02 Gestion des frontières	2
Surveillance - contrôle	2
Disparitions - Sauvetage	3
Expulsions - refoulements - retours	3
03 Dans les pays "de destination"	4
Situation aux frontières	4
Protection	4
Intégration	5
04 Contexte socio-politique - faits marquants	6
Situation socio-politique	6
Covid-19	6

Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances sur les routes

NORTHWEST AFRICAN MARITIME ROUTE ²	WESTERN MEDITERRANEAN ROUTE ³	CENTRAL MEDITERRANEAN ROUTE ⁴	EASTERN MEDITERRANEAN ROUTE ⁵
23,042 arrivals	20,155 arrivals, of which	68,309 sea arrivals	11,812 arrivals, of which
no arrivals by land	1,218 by land	no arrivals by land	4,826 by land
1,153 dead and missing	428 dead and missing	1,496 dead and missing	53 dead and missing

Source : [HCR](#)

Mobilité interne / Centrafrique : Repoussés hors des couloirs habituels de transhumance pour éviter les attaques tant des milices que des militaires, les éleveurs Peuls empruntent d'autres routes et empiètent parfois avec leurs bêtes sur les champs des agriculteurs, réactivant des conflits anciens.

Libye : Selon un rapport interne des Nations Unies, le nombre de personnes tentant de traverser la Méditerranée et ayant été interceptés par les garde-côtes libyens a presque triplé en 2021 par rapport à 2020 (près de 31.000 personnes). Le HCR estime qu'en 2021, 123.318 personnes sont arrivées en Europe, (3130 ont disparu), soit une hausse des arrivées par rapport à 2020 (année Covid), mais légèrement en-dessous des chiffres de 2019.

Par ailleurs, deux Nigériennes victimes de traite ont porté plainte contre l'Italie et la Libye devant le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, sous motif que les deux pays n'ont pas protégé leurs droits fondamentaux en tant que femmes et les ont exposées à la traite, à l'exploitation et aux abus.

Manche : en ce premier mois de l'année, 1 302 personnes ont débarqué sur les côtes britanniques, contre 223 décomptées pour tout le mois de janvier 2021. Le nombre de migrants secourus au large de Calais et pris en charge par l'État français a triplé en 2021.

Grèce : Selon les autorités grecques, le nombre de personnes migrantes et de réfugiées vivant sur les îles a diminué de 59% en décembre 2021 par rapport à 2020, et le nombre total sur l'ensemble du territoire a

également baissé de 49 %. Ces données sont contestées par certains observateurs, qui soulignent que le nombre de personnes enregistrés comme étant arrivées en 2021 ne correspondait pas au nombre de personnes censées avoir été secourues par les garde-côtes grecs.

Démantèlement de réseaux - Afrique de l'Ouest/Europe: Un réseau qui opérait entre la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Nigeria, le Togo, le Niger et l'Europe, a été démantelé et une vingtaine de personnes interpellées, dans le cadre d'une enquête conjointe des polices nigérienne, française, et espagnole. Du côté de la France/Royaume-Uni, 3 Irakiens soupçonnés d'avoir organisé des départs de migrants depuis le littoral français ont été arrêtés et placés en détention provisoire dans l'attente de leur procès.

Frontière franco-espagnole : Près de 13.000 personnes ont été refoulées à la frontière franco-espagnole en 2021, à Cerbère. Même s'il y a d'autres points de passage dans la région, il s'agit d'un chiffre sans précédent qui a notamment des conséquences sur la sécurité du transport ferroviaire et des personnes qui traversent le tunnel transfrontalier. Profil type : homme entre 25 et 30 ans essentiellement issu du Maghreb, notamment de l'Algérie et du Maroc, beaucoup de jeunes et d'enfants.

Frontière Belarus / Pologne : Don du Pape François de 100 000 euros, via Caritas Pologne, "pour aider les groupes de migrants bloqués".

02 Gestion des frontières

Surveillance - contrôle

Pologne : La Pologne va construire un mur de 186 km à la frontière biélorusse pour remplacer les clôtures actuelles en fil barbelé. Pour sa part, 3 mois après le début de ses opérations dans la région, l'ONG MSF a annoncé son retrait empêchée à plusieurs reprises d'accéder à la zone frontalière par les autorités polonaises et dénonce « *la volonté délibérée de l'UE d'empêcher les personnes de demander l'asile à ses frontières* ».

Royaume Uni : Trois demandeurs d'asile accusent le Home office d'avoir confisqué leurs téléphones à leur arrivée au Royaume-Uni et d'en avoir extrait des données personnelles. Pour sa défense, le Home Office argumente que la législation britannique prévoit la notion de "seuil de motifs raisonnables", permettant de saisir des objets en rapport avec des infractions liées ou non à l'immigration.

Frontex : [L'agence demande à la Cour de justice européenne de rejeter une plainte déposée contre elle](#), tout en demandant à ce que les frais de justice soient couverts par les propres requérants - un demandeur d'asile mineur et un réfugié. Dans un rapport récent, [la médiatrice de l'UE recommande à Frontex de faire preuve de plus de transparence dans ses opérations et d'améliorer son contrôle des rapatriements forcés](#).

Libye : Dans un rapport confidentiel, [l'UE reconnaît que les autorités libyennes ont eu recours à un "usage excessif de la force"](#) envers les migrants et que certaines interceptions en Méditerranée ont été menées à l'encontre de la réglementation

internationale. Pourtant, l'UE, qui forme les garde-côtes et fournit des équipements pour bloquer les flux migratoires, entend maintenir son soutien aux forces libyennes. Par ailleurs, [3 ONG européennes demandent à la Cour Pénale Internationale](#) de La Haye d'ouvrir une enquête sur les actions de groupes armés libyens mais aussi sur le rôle joué par Malte et l'Italie dans les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans les centres de détention en Libye. Le bureau du procureur enquête depuis 2017 sur les crimes commis contre les migrants. Mais à ce jour, aucun mandat d'arrêt n'a été délivré. Les crimes liés aux migrations seraient un nouveau défi pour la CPI qui n'avait jamais enquêté sur des crimes de cette nature jusque-là.

Disparitions - Sauvetage

Sauvetages : Les [services de secours espagnols ont porté secours, fin janvier, à plus de 300 personnes](#) (236 hommes, 59 femmes, 24 enfants) lors d'une opération de sauvetage. Entre le 19 et le 20 janvier, les [navires de sauvetages Geo Barents, le Louise Michel et le Mare Jonio](#) ont, pour leur part, porté assistance ces deux derniers jours à 709 personnes en détresse au large de la Libye, 12 personnes ont disparu.

Disparitions : Au moins [43 personnes ont péri](#), mi-janvier, dans un naufrage au large de Tarfaya, au sud du Maroc, selon l'ONG Caminando Fronteras. 3 bébés et 14 femmes parmi les victimes. C'est le deuxième drame connu depuis le début de l'année dans cette zone maritime (le [11 janvier, Caminando Fronteras avait signalé une embarcation de 60 personnes](#) de laquelle aucun signe de vie n'a été donné depuis).

Expulsions - refoulements - retours

France / retours volontaires : Selon l'OFFI¹, en 2021, [5.000 personnes en situation irrégulière ont bénéficié d'un "retour volontaire"](#) depuis la France, elles étaient 8 000 en 2019 (avant la crise sanitaire).

Refoulements : Lors d'une conférence sur le thème de la protection des frontières à Vilnius, la commissaire européenne Ylva Johansson a de nouveau [dénoncé comme "illégaux" les refoulements de migrants aux frontières de l'UE](#), pointant notamment les pratiques

menées à la frontière lituanienne. A propos des demandes de certains pays que l'UE finance des murs, la commissaire a répondu que « *si les États membres souhaitent construire des clôtures, ils peuvent le faire, mais c'est une position de longue date de la Commission de ne pas financer des murs ou des barbelés* ».

¹ Office Français de l'Immigration et Intégration.

03 Dans les pays "de destination"

Situation aux frontières

Libye : l'un des deux centres de jour du HCR en Libye a fermé ses portes. Depuis plusieurs mois, c'est devant ce centre que se rassemblaient de nombreux demandeurs d'asile pour réclamer leur évacuation de Libye.

Grèce : des ONG accusent les autorités de provoquer une situation de crise alimentaire dans les camps de réfugiés. 60% des réfugié.e.s ne recevraient pas de nourriture en quantité suffisante, en raison de la réduction des services.

Calais : début janvier, des migrants ont construit des barrages à l'aide de troncs d'arbres et de containers sur la rocade de Calais menant au port dans le but de faire ralentir les camions et s'introduire à l'intérieur.

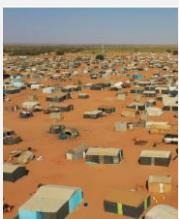
Protection

Asile - séjour

Maroc : selon les statistiques du HCR, sont présent.e.s au Maroc 18.248 réfugié.e.s et demandeur.euse.s d'asile (plus de 54% sont des réfugiés statutaires), provenant de 48 pays différents.

Agence européenne : Succédant au Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), un nouvel organisme indépendant, l'Agence européenne pour l'asile (AUE), a été lancé dans l'objectif de protéger les personnes demandant une protection en Europe contre les violations des droits. Elle vise également à rendre les normes d'asile plus cohérentes entre les États membres.

Espagne : pour un cas qui fera sans doute jurisprudence, la Cour suprême a assoupli l'exigence « d'intégration » pour l'obtention de la nationalité espagnole pour une femme migrante sans instruction (en Espagne, l'obtention de la nationalité est soumise à un test de connaissances socio-culturelles sur le pays, considérée comme preuve d'intégration dans la société).



Etat des lieux des réfugié.e.s malien.ne.s en Mauritanie réalisé dans le cadre de l'inclusion des réfugiés les plus vulnérables dans le programme national de protection sociale.

Prise en charge - services

France / poursuite d'une association : des membres d'une association parisienne d'aide aux personnes en mobilité sont poursuivis en justice pour « traite des êtres humains » par 51 victimes qui les accusent de travail dissimulé, harcèlement, humiliations et, pour certaines, d'agressions sexuelles.

Belgique / prise en charge des réfugiés : l'Etat a été condamné par le tribunal de première instance de Bruxelles pour mauvaise gestion des demandeurs d'asile, alors que le système d'accueil du pays est saturé depuis plusieurs mois. Il risque désormais jusqu'à 10 000 euros d'amende par jour en cas de non-respect des droits des demandeurs d'asile.

Santé mentale : Selon une étude (ici), menée par l'OMS en Turquie auprès de réfugié.e.s syrienn.e.s, irakiens, palestiniens et yéménites, une formation en auto-assistance pour les réfugiés en détresse psychologique peut être efficace pour prévenir le développement d'un trouble mental.

Evacuation – réinstallation

Couloir humanitaire / Belgique : fin décembre, le Secrétariat d'Etat à l'Asile et à la Migration de Belgique et la Communauté de Sant'Egidio ont signé un accord sur un projet qui permettra à 250 réfugié.e.s en situation de vulnérabilité de rejoindre la Belgique via un couloir humanitaire. Le projet sera mis en œuvre et financé par Sant'Egidio en collaboration avec différentes communautés religieuses.

Réinstallation depuis la Libye: Le HCR a dû émettre un communiqué pour affirmer qu'aucun programme d'évacuation ou de réinstallation n'était effectué depuis les centres de détention libyens, contrairement aux rumeurs qui s'étaient répandues (plusieurs personnes s'étaient présentées à la prison d'Ain Zara, à Tripoli, pour se faire enregistrer auprès

du HCR en vue d'une évacuation). Le HCR contribue parfois, de manière exceptionnelle, à la libération de certain.e.s détenu.e.s dans les prisons du pays, mais cela n'entraîne pas automatiquement évacuation/réinstallation.

Réinstallation Espagne: En dix ans, l'Espagne n'a pas réussi à respecter ses quotas de réinstallation de réfugiés, seules 63% des places ont été couvertes. Les accords datant de 2018 prévoient jusqu'à 1200 places chaque année. Les réfugié.e.s les plus concernés sont de nationalité syrienne (provenant de camps situés en Jordanie, au Liban et en Turquie), ainsi que des ressortissant.e.s. iraniens, érythréens, éthiopiens et soudanais.

Intégration

Travail

Coopération Portugal / Maroc: Mi-janvier, le Portugal et le Maroc ont signé un accord régulant les conditions d'immigration, de recrutement des travailleurs marocains.

Espagne : au-delà des restrictions de voyage, les effets de la pandémie ont eu d'autres conséquences sur le travail saisonnier: restrictions des capacités d'accueil des structures d'hébergement qui ont poussé les personnes à s'orienter vers d'autres secteurs (construction notamment); départ des travailleur.euse.s vers le Portugal où les exigences

administratives pour travailler sont plus souples, mécanisation et professionnalisation des métiers liées aux récoltes (notamment l'olive) avec recrutement local...

Belgique : Le gouvernement belge a présenté un plan visant à former les demandeurs d'asile dans les domaines de la restauration et de l'hôtellerie pendant le traitement de leur demande d'asile, ce qui permet aussi de combler une pénurie de main-d'œuvre dans le secteur.

EJNA

Royaume Uni : Le gouvernement veut mettre en place de nouvelles méthodes pour déterminer l'âge des personnes se déclarant mineurs en arrivant dans le pays, prévoyant l'utilisation de rayons-x, de scanners et d'IRM. Il sera possible de refuser ces examens, mais cette décision aura des conséquences, notamment

sur "la crédibilité de la personne". A ce jour, la législation britannique prévoit que les demandeurs d'asile qui semblent avoir moins de 25 ans sont d'abord traités comme des mineurs, avant même que leur âge réel puisse être établi.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Situation socio-politique

Mali : En réaction aux positions de la junte militaire d'allonger les délais pour la transition démocratique de 5 années, les membres de la Cédéao ont décidé de fermer leurs frontières avec le Mali, ne laissant circuler que les produits de première nécessité. Seules restent ouvertes les routes vers la Mauritanie, l'Algérie – qui ne font pas partie de la Cédéao – et la Guinée. A cette mesure s'ajoute la coupe des aides financières et le gèle des avoirs du Mali à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. En parallèle, dans un contexte de détérioration continue des relations avec la France (et d'autres Etats européens), l'expulsion de l'ambassadeur de France a été annoncée fin janvier. Mi-janvier était annoncée la disparition de Ibrahim Boubacar Keita (« IBK »), président renversé par le coup d'état survenu en août 2020.

Burkina Faso : Suite au coup d'état militaire survenu fin janvier, c'est au tour du Burkina Faso de rejoindre le Mali et la Guinée, et d'être suspendu par la Cédéao,

Guinée : Soumise à un régime de sanctions internationales depuis le coup d'Etat du 5 septembre 2021, la Guinée du lieutenant-colonel Mamady Doumbouya tient pourtant tête et ne donne toujours pas de visibilité sur les échéances nationales à venir en vue d'une transition.

Nigeria : début janvier, plus de 200 personnes ont périés et 10.000 personnes se sont retrouvées sans abris lors d'attaques menées dans le nord-ouest et le centre du pays.

Soudan : arrêté lors du coup d'état d'octobre dernier puis réhabilité dans ses fonctions, le premier ministre Abdallah Hamdok, figure du pouvoir civil et espoir de la transition démocratique du pays, a finalement démissionné fin janvier.

Ethiopie : Après des mois de guerre civile, le premier ministre Abiy Ahmed a libéré des figures de l'opposition et propose un dialogue dans le cadre d'une « réconciliation nationale ». Mais ces mesures suscitent encore le scepticisme. En parallèle, l'OMS a dénoncé le blocus de facto de l'aide humanitaire dans la région du Tigré depuis une année.

Somalie : Le pays vit une longue crise, qui menace de tourner à la guerre civile, à laquelle contribue le différend politique opposant le président, Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmaajo, à son premier ministre, Mohamed Hussein Roble qui luttent tous les deux pour le pouvoir mais représentent également des forces antagonistes dans le pays. Un accord a été conclu pour la tenue d'élections d'ici au 25 février.

Covid-19

Afrique : la vague Omicron montre des signes de repli sur le continent africain, et n'a jusqu'à présent pas provoqué d'accroissement massif des formes graves ni, en conséquence, une saturation des systèmes de santé. Ce constat pourrait s'expliquer par une augmentation de l'immunité collective et la progression de la vaccination dans certains pays (seulement).

En revanche, une autre analyse a été faite : celle de la hausse du nombre des grossesses précoces depuis le début de la pandémie, tendance liée aux confinements et surtout à la fermeture des écoles. Au moment de la re-scolarisation, il semblerait que les familles aient privilégié les garçons plutôt que les filles, sans parler des difficultés à revenir à l'école pour les très jeunes mamans.

Sources média : El Pais (Espagne), France Bleu (France), InfoMigrants (France), Le Monde (France), RFI, The Guardian (Royaume Uni) - **Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions** : HCR, MSF, OMS, Sant'Egidio, Statewatch, (Espagne).